COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES, POUR LA PALESTINE

RESTRICTED
 SR/90
 23 August 1949
 ORIGINAL: ENGLISH

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA QUATRE VINGT DIXIEME SEANCE

tenue à Lausanne le mardi 23 août
 1949, à 16 heures 15

Présents:	M. Yalcin	(Turquie) - Président
	M. de Boisanger	(France)
	M. Porter	(U.S.A.)
	M. de Azcárate	Secrétaire principal
Ultérieu- rement:	M. Henri Vigier	Représentant le Médiateur par interim.

Etablissement d'un groupe économique d'étude.

La Commission a adopté le texte du cablogramme suivant destiné à être adressé immédiatement au Secrétaire général:

"Au cours d'une séance qui s'est tenue aujourd'hui, la CCP a décidé, conformément au paragraphe 12 de la Résolution de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1948, d'instituer immédiatement une mission économique d'étude, en tant qu'organe subsidiaire, placé sous les auspices et l'autorité de la Commission. Celle-ci a décidé que la mission d'étude sera chargée de la tâche d'examiner la situation économique dans les pays affectés par les hostilités qui se sont déroulées récemment en Palestine et d'adresser à la Commission des recommandations relatives à un programme unifié tendant: (a) à permettre aux gouvernements intéressés de favoriser les mesures et les programmes de mise en valeur qui sont nécessaires pour surmonter les effets des troubles économiques dont les hostilités sont la cause; (b) à faciliter le rapatriement, la réinstallation et le relèvement économique et social des réfugiés ainsi que le paiement d'une indemnité à titre de compensation conformément aux dispositions du paragraphe 11 de la Résolution de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1948, afin de réintégrer les réfugiés dans la vie économique de la région où ils subviendront à leurs propres besoins dans un délai minimum; et

(c) à favoriser l'établissement de conditions économiques propices au maintien de la paix et de la stabilité dans la région.

La Commission a en outre décidé que la mission d'étude devrait être constituée comme suit:

- (1) Un président proposé par les Etats-Unis;
- (2) Un vice-président proposé par le Royaume-Uni;
- (3) un vice-président proposé par la France;
- (4) un vice-président proposé par la Turquie;
- (5) les experts techniques, qui sont nécessaires pour effectuer l'étude, choisis par le président sur une base plurinationale en consultation avec les gouvernements intéressés et les organisations internationales appropriées. Le Secrétaire général procédera à la nomination de ces experts.
- (6) Les membres de la mission seront responsables devant le président et auront la qualité de membres d'une organisation internationale sous les auspices de la CCP.

La CCP prie le Secrétaire général de hâter la constitution de la mission, après des consultations appropriées avec les gouvernements intéressés, et de fournir le personnel et l'assistance dont le groupe peut avoir besoin."

Nomination d'un représentant des Nations Unies à Jérusalem.

En ce qui concerne le projet de cablogramme concernant la nomination d'un représentant des Nations Unies à Jérusalem, M. de BOISANGER estime qu'il serait préférable de ne pas faire figurer la phrase dans laquelle sont expliquées les raisons pour lesquelles la Commission considère la nomination comme nécessaire. Il pense que l'on pourrait donner, dans un cablogramme supplémentaire, pour l'information du Secrétaire général, les indications concernant la situation actuelle à Jérusalem et l'attitude du Gouvernement israélien.

M. PORTER pense qu'il est souhaitable que le Secrétaire général soit mis au courant des données de la question, mais il ne s'oppose pas à la suppression de la phrase.

La Commission adopte le texte du cablogramme suivant destiné à être adressé immédiatement au Secrétaire général:

"Commission a décidé aujourd'hui nomination représentant Nations Unies Jérusalem aux termes paragraphe 4 article 8 Résolution Assemblée 11 décembre 1948. De l'avis Commission présence Jérusalem représentant Nations Unies nommé aux termes Résolution Assemblée susmentionnée contribuera à préparer établissement Jérusalem régime international prévu Assemblée. Commission propose procédure suivante:

- (1) Secrétaire général présentera Commission liste candidats;
- (2) Commission indiquera Secrétaire général celui qui lui semblerait le plus indiqué;
- (3) Secrétaire général procédera nomination.

Commission a décidé représentant ne devra pas appartenir nationalités membres Commission."

Memorandum des représentants les trois organisations de réfugiés arabes (ORG/26)

Le SECRETAIRE PRINCIPAL fait observer qu'il a expliqué aux représentants des organisations de réfugiés l'impossibilité où se trouve la Commission de leur permettre d'assister aux séances ou de leur communiquer des exemplaires des comptes rendus analytiques. A la suite de ces explications, ils ont demandé que la Commission les reçoive et leur fournisse l'occasion d'exprimer leurs vues. Le Secrétaire principal a déclaré qu'il fera part de leur demande à la Commission.

M. PORTER attire l'attention sur le fait que la Commission ne dispose d'aucun renseignement officiel relatif à la qualité réelle des auteurs de la lettre ou à l'authenticité de leur prétention à représenter les réfugiés. Il estime qu'en les recevant officiellement la Commission pourrait créer un précédent regrettable en ce qui concerne d'autres individus ou groupes officieux. Il ne s'oppose toutefois pas à ce que la Commission les reçoive si elle le désire, mais il s'oppose par contre à ce que l'on remette des comptes rendus des séances à des organisations de cette nature.

M. de BOISANGER se déclare en accord avec les vues de M. Porter et estime qu'il ne servirait de rien d'entendre les représentants des réfugiés. Néanmoins, il pense que la Commission devrait les recevoir ne serait-ce que pour leur donner la satisfaction morale d'être entendus.

La Commission décide de recevoir les représentants des organisations de réfugiés le jeudi à 11 heures 30.

Rapport du Comité Technique

En réponse à une question de M. de Boisanger, le SECRETAIRE PRINCIPAL déclare que l'on apporte certaines modifications au rapport du Comité technique, à la suite d'une entrevue entre les membres du Comité et M. Loftus, qui était chargé des statistiques sous l'administration du Mandat. Le rapport sera soumis à la Commission dans un ou deux jours.

Entrevue avec M. Vigier

La Commission reçoit alors M. Henri Vigier, représentant le Médiateur par intérim.

M. VIGIER remercie la Commission de le recevoir et se place à la disposition des membres pour répondre à toutes questions qu'ils pourraient souhaiter lui poser. Il fait remarquer que les trois mois et demi qu'il a passés à négocier l'armistice entre Israël et la Syrie, question purement militaire, l'ont persuadé que la Commission aura besoin d'un délai beaucoup plus long pour parvenir à un règlement de paix permanent. Il fait ressortir que, chaque fois qu'il est parvenu à susciter des négociations directes au cours des conversations d'armistice, ces négociations ont échoué et qu'il a été obligé de reprendre son rôle d'intermédiaire; il estime qu'un tel intermédiaire entre les parties continuera d'être nécessaire pendant encore très longtemps.

M. de BOISANGER demande si M. Vigier a remarqué, au cours des négociations d'armistice, une évolution de pensée, en Syrie, qui pourrait constituer une préparation à des relations plus directes avec Israël.

M. VIGIER souligne que tout état arabe qui vient de conclure une convention d'armistice ne se sent nullement pressé d'arriver à un règlement de paix définitif. Quant à lui, il ne connaît la situation en Syrie qu'avant la fin de juillet; et par conséquent n'est au courant que de la politique suivie par le Président Zaïm qui désirait collaborer avec la Commission en vue du développement de la Syrie, en utilisant les services des réfugiés arabes. M. Vigier pense qu'il est probable que la politique officielle en Syrie a changé avec la mort du Président Zaïm, mais il ne souhaite pas exprimer d'avis sur cette question.

Le PRESIDENT fait remarquer que, suivant les renseignements sur lesquels s'est portée l'attention de la Commission, 25.000 réfugiés arabes sont revenus en Palestine après la fin des hostilités. Il demande si M. Vigier a des renseignements sur la question.

M. VIGIER répond qu'il n'a pas entendu parler d'un tel mouvement, avant son départ de Palestine.

M. de BOISANGER attire l'attention sur les réactions signalées, dans les divers états arabes, après la signature des différentes conventions d'armistice et demande si M. Vigier a recueilli des impressions en ce qui concerne l'opinion publique syrienne sur le sujet de l'armistice.

M. VIGIER répond que, suivant les observations qu'il a pu faire, l'armistice est impopulaire dans certains cercles militaires de Syrie.